

Préface.

Ce récit est à la fois l'histoire de l'auteur et celle de bien d'autres où engagement militant et action professionnelle sont mêlés (je dirais ici souvent « nous »).

Il est important de souligner que, dans la première partie, l'action se passe au sein d'une institution relevant du secteur médico-social, parce que le « FAR » était un Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (C.H.R.S.).

Ces établissements sont régis par le code de l'Action Sociale et des Familles. Ils sont, en ce sens, sous la tutelle financière de l'Etat, représenté par la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale devenue la Direction Départementale de la Cohésion Sociale en 2008. L'entièreté du budget du « FAR » était donc versée par l'Etat et seule une participation financière des personnes accueillies venait s'ajouter, comme dans tous les autres CHRS. Ainsi l'institution relève-t-elle d'un cadre très précis.

Le fonctionnement autogestionnaire du « FAR » est plus précisément l'objet du début du récit. Mais plus loin dans le texte, comme dans le temps, lorsque les choses se « gâtent », il est question des nombreux échanges houleux que l'équipe du foyer a eu avec la DDASS.

Le lecteur se voit offrir l'image de deux camps retranchés :

- des services de l'Etat pointilleux, contradictoires parfois, voire injustes, passant au dessus des droits de l'institution.
- une équipe professionnelle radicale, peu respectueuse des usages, « mal élevée ».

Il semble important de souligner que cet affrontement existait expressément parce que l'autogestion était en place. Les rapports entre « tutelle » et « professionnels de terrain » en étaient profondément différents de ceux existant ailleurs.

Ici aucun directeur d'établissement n'existe. Les services financeurs ne rencontraient que des « responsables élus », accompagnés d'un ou deux salariés, n'ayant aucun statut hiérarchique.

La délégation ainsi constituée recevait les informations budgétaires, les transmettait à l'ensemble de l'équipe qui les traitait collectivement. De fait, personne n'avait un mandat pour un plan de « restructuration », aucun « chef » ne pouvait expliquer aux autres salariés comment le loup souhaitait les manger.

Ces décisions afférentes à la gestion du budget de l'établissement suivaient les mêmes protocoles que celles définissant le projet d'accueil et d'accompagnement des personnes : on discute, on vote.

Les retours faits vers la tutelle se faisaient aussi en groupe. Et chacun des participants avait ses mots, sa dialectique, son émotion, ses sentiments pour transmettre les positionnements de l'équipe.

On peut concevoir les complications que l'organisation d'OSER imposait aux services de l'Etat.

Au fil du temps (une trentaine d'années), inspecteurs et directeurs de DDASS se sont « braqués », las qu'ils étaient de recevoir des groupes de plus en plus nombreux et hétérogènes. Les délégations demandant à être reçues se gonflaient (les résidents y étaient systématiquement associés, des membres du Conseil d'Administration,...) lors des grèves.

Car comme toute la première partie le décrit, les conflits budgétaires n'ont cessé de s'aggraver (c'est l'histoire, en fait, du remaniement important du secteur suivant les politiques sociales successivement menées depuis les années 80) sans pour autant que la position collective de l'équipe se modifie : *« pas un sou de moins pour accueillir toutes les personnes laissées sur le bord du chemin du libéralisme »*. Obtenir davantage d'argent n'était d'ailleurs pas une demande.

Concernant la seconde partie du récit, elle traite d'une « renaissance » après la « catastrophe » et montre que la résurgence de la plante ne s'est pas faite sans souci, qu'il a fallu, sans repartir de « 0 », reprendre « par le milieu ».

Il fallait continuer, à tout prix, au moins dans la tête de quelques-uns, on en avait le droit. Se serrer les coudes, lutter collectivement contre le libéralisme et les méfaits du capitalisme, à notre échelle, on ne pouvait pas s'en passer.

Ce faisant, on a tourné la page, on est sorti du cadre du code de « l'action sociale et des familles ». Disparus les financements publics de tous ordres, mais disparues aussi les « mises au pas ». Aujourd'hui les CHRS n'accueillent plus les personnes « à la porte », ils doivent se plier aux directives des financeurs et travailler, autour d'une table, à trier des dossiers de demandes d'hébergement !

Ils ne sont plus « généralistes » et se voient contraints de loger des populations pré-désignées, toujours par les services de tutelle. L'Insertion (avec un grand « I ») est plus que jamais l'objectif affiché : toute personne ayant besoin d'une aide est forcément non « insérée » dans notre société qui elle, se porte si bien. L'aide sociale ne se défait plus désormais d'un modèle indépassable, celui de « l'implication contractuelle » s'accompagnant partout des idées de projet et d'autonomie.

En oubliant que l'autonomie de chacun d'entre-nous ne saurait se passer de solidarité, d'amitié, de camaraderie,...

Il était urgent d'inventer autre chose, même sans le sou.

Mais la perte de « plumes » a des implications très concrètes et nos envolées poétiques, telles que « la lutte c'est la vie », « on lâche rien » « ils pourront couper toutes les fleurs ils n'empêcheront pas le printemps de revenir » sont parfois une maigre consolation face aux tâches qui nous incombent désormais.

Cette seconde partie raconte l'histoire de RESO. L'association, créée en 2007 gère sa « Maison des solidarités » avec l'hôtel « Le Temps des Cerises », le restaurant « La Canaille », la salle « Olympe de Gouges » et le jardin de 5000m² « La Butte Rouge ».

Si les noms de baptême signent encore le désir de poésie, pour le reste et le « réel » les moyens manquent. On le verra au cours du récit, la liquidation judiciaire du FAR ne représente pas seulement la disparition d'une institution de plus. Elle marque une défaite importante d'un projet politique antilibéral porté dans le secteur de l'aide sociale. Le fonds du problème soulevé par la lutte d'OSER était la défense d'un financement de l'Etat à qui incombe la responsabilité de soutenir les populations les plus fragiles. La bataille est perdue et toutes les énergies développées depuis 10 ans pour reconstruire la maison « RESO » ne doivent nous le faire oublier.

Ainsi avons-nous changé de braquet avec une action à multiples facettes fonctionnant avec de très nombreux bénévoles.

Quelle ironie pour des professionnels dont le stigmate le plus marquant était la résistance qu'ils affichaient contre les réductions de subventions de fonctionnement (dont les charges de personnels sont les plus importantes). A RESO, seules deux salariées sont recrutées.

En même temps c'est une nouvelle aventure qui oblige à revoir l'organisation du travail.

Forts de notre défaite, nous avons construit cet environnement hybride fait d'un tout petit peu de salariat et d'une importante force bénévole que nous souhaitons qualifier de « militante » parce qu'il est « dur » de perdre. La folle énergie de tous ceux qui avaient soutenu notre lutte, l'envie de découverte des nouveaux-venus ont permis cette reconversion, et « La Belle Histoire » le raconte.

Un hommage reste à faire ici parce qu'il s'agit d'évoquer deux bénévoles avant l'heure dont l'action se situe bien avant la fin, une petite dizaine d'années avant.

L'arrivée de deux compères, l'un après l'autre, Jos et Gégé, aussi loin l'un de l'autre que le soleil et la lune (une photo d'eux paraît dans le livre annotée de cette métaphore). Habitants du FAR, puis du « Temps des Cerises », ils allaient bousculer les certitudes des caciques de l'association OSER.

Ils appréciaient, ou pas, le spectacle du ballet incessant des éducateurs. Au fil du temps, sans que rien ne soit annoncé, ils apportèrent leur aide précieuse pour toutes les tâches matérielles (cuisine, jardin, courses, réparations,...) et placèrent tout doucement l'idée de « bénévolat » dans notre quotidien. Issus tous deux de galères indescriptibles, leurs visages et leurs regards adoucissaient les lieux et gommaient les contours trop épais de l'institution. Ce ne fut pourtant pas si simple pour le groupe de « professionnels » d'accepter de faire de la place à d'autres et de gérer de nouvelles relations inconnues jusqu'alors. Ils sont tout simplement devenus nos amis, doués d'une perception fine des rapports que nous entretenions avec les personnes accueillies. Nos représentations se modifièrent sans savoir que ceux-là nous préparaient à notre futur sort. Ils furent des « passeurs ».

Jos est parti, Gégé est toujours parmi nous et nos remerciements ne seront jamais assez forts.

Carole GERBAUD